

## Besançon n'est pas Saint-Imier ou La Chaux-de-Fonds, mais Lip, c'est pas fini!

Le 18 avril 1973, les « Lip » entament à Besançon le combat contre leur direction submergée par les difficultés d'exploitation en ralentissant les cadences de production; deux jours auparavant, après la démission du PDG de la société, M. Saint-Esprit, deux administrateurs provisoires avaient été nommés qui, résignés, déclaraient par la suite ne pouvoir garantir « ni l'emploi, ni l'intégrité de l'entreprise »; le 14 août, « l'ordre règne à Besançon »: la police occupe l'usine de Palente. Au début de l'année suivante, le 26 janvier, après des mois de lutte, d'affrontements avec le gouvernement, la police, les syndicats français entament la phase finale des négociations qui doivent aboutir à remettre en activité les usines Lip.

Il y a quelques jours, dans « La Lutte syndicale » (13 février) paraissait, en quelque cent lignes, sous la plume de Gilbert Tschumi, la moralité de l'histoire, vue par les hautes sphères syndicales de ce côté-ci du Jura (voir en page 3, le texte *in-extenso*).

La moralité? Bien embarrassé, semble-t-il, le syndicaliste suisse fait le point avec un certain malaise à l'heure de l'initiative sur la participation. Gilbert Tschumi va de la réaffirmation des droits fondamentaux en ce qui concerne l'information et la sécurité de l'emploi, en passant par des phrases sur la dignité des travailleurs et le dialogue avec le patronat, à un « pas de ça chez nous! » qui sonne creux comme une capitulation avant l'heure en ces temps d'épreuve de force.

Car enfin, s'il est aisé de mettre le doigt sur les imperfections de la « solution » intervenue à Besançon, qui peut imaginer où en seraient aujourd'hui les « Lip » sans leur combat acharné? Que l'on sache, il y a dix mois, la faillite pure et simple était dans l'air! Par la suite, si des propositions avantageuses n'ont pas été saisies au vol, elles n'étaient nées en définitive que de l'obstina-

tion des « Lip » à ne pas baisser les bras. Parler aujourd'hui de dialogue seulement, vitupérer les « luttes ouvertes » qui n'aboutissent qu'à des « pertes sèches et douloureuses », c'est faire bon marché de la mauvaise volonté, pour ne pas dire plus, des patrons à s'asseoir à la table de négociations, à Lip ou ailleurs.

Cela nous rappelle à bon escient que, même si Besançon n'est pas Saint-Imier ou quelque autre ville horlogère jurassienne, le régime des conventions collectives auquel se réfère G. Tschumi, n'a pas encore permis de résoudre, jusqu'à nouvel avis, des cas aussi épineux que Lip. Cela méritait d'être dit aussi au moment où, faisant fi de tout dialogue, le patronat met les pieds contre le mur dans l'élaboration d'un projet de participation dans les entreprises, après avoir notamment refusé d'entrer en matière sur les « directives à suivre lors de la fermeture d'entreprises » qui étaient soumises à ses organes directeurs.

### DANS CE NUMÉRO

Pp. 2/3: La politique helvétique et internationale à travers le téléjournal: l'« intérêt général » et les intérêts des classes dirigeantes — Lip vu par un syndicaliste suisse; pp. 4-7: Pourquoi ont-ils répondu « oui » à Schwarzenbach: La présence des travailleurs étrangers en Suisse, une goutte d'eau dans une mer de mécontentements (en annexe: Un portrait d'un ouvrier xénophobe en Suisse); p. 8: La semaine dans les kiosques alémaniques: En vedette, l'épargne négociée — Le carnet de Jeanlouis Cornuz: Les grandes familles.

**J.A. 1000 Lausanne**

Hebdomadaire romand  
N° 261 21 février 1974  
Onzième année

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc  
Abonnement  
pour une année: 33 francs  
jusqu'à fin 1974: 30 francs

Administration, rédaction:  
1002 Lausanne, case 1047  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:

Eric Baier  
Rudolf Berner  
Jean-Daniel Delley

# 261

# La politique helvétique et internationale à travers le téléjournal: l'«intérêt général» et les intérêts des classes dirigeantes

*C'est le plus important moyen d'information du pays; il dépasse de loin les plus forts tirages de la presse écrite: près de trois millions de personnes suivent soir après soir les trois éditions quotidiennes du téléjournal. Pour bon nombre d'entre elles, c'est la seule ou la principale source d'information.*

*Un groupe de travail formé d'une douzaine d'étudiants de l'Université de Zurich a cherché à savoir comment, à travers ce support privilégié, les Suisses sont informés politiquement. Une semaine durant, ils ont examiné la forme et le contenu du téléjournal; les résultats obtenus ont été confirmés par un travail similaire poursuivi au long d'une autre semaine<sup>1</sup>.*

La boîte à images choisit ses acteurs: le gouvernement et ses représentants apparaissent beaucoup plus fréquemment que l'opposition. Même constatation pour les représentants patronaux au détriment des représentants des travailleurs.

Mais la fréquence d'apparition n'est pas tout; il y a aussi la manière. Les gens de gouvernement sont présentés avantageusement; ils peuvent exprimer leur opinion directement au téléspectateur, sans que la contradiction leur soit apportée. Les groupes d'opposition au contraire, et particulièrement ceux qui agissent en-dehors du cadre parlementaire, apparaissent sous un jour tout différent. On parle d'eux, mais jamais pour expliquer leurs motifs et leurs revendications; on les montre certes — défilés de manifestants, dépôt de pétition, occupation de logements — mais l'opposition reste anonyme.

<sup>1</sup> Arbeitsgruppe Kritische Publizistik, « Welttheater für Eidgenossen, Politische Fernseh-Information im Kapitalismus — Eine Analyse der schweizer Tagesschau », Verlag Politische Texte, Zürich.

Les trois quarts du téléjournal sont consacrés à l'étranger; la plupart des informations viennent des pays occidentaux; peu de choses sur le bloc communiste et le tiers monde. La partie suisse de l'émission porte avant tout sur des problèmes de politique économique et financière; la politique sociale et les informations sur le monde du travail occupent peu de place.

## Un langage qui fait écran

Le choix des mots est important; certains termes éveillent chez celui qui les entend une réaction positive; d'autres au contraire sont perçus négativement. Ainsi lorsqu'à propos de l'accord entre la Suisse et le Marché commun on explique qu'il permettra une « intensification des échanges et un renforcement de la position helvétique dans le commerce international », la réaction du téléspectateur ne peut être que favorable.

Lorsqu'on annonce qu'une amélioration des structures de l'économie sera nécessaire, on cache derrière un thème abstrait des réalités qui pourraient être comprises par tous: licenciements, reconversion, chômage éventuel. L'utilisation d'un certain langage permet de camoufler les intérêts en présence.

Quand, à plusieurs reprises, le téléjournal parle de la prise du pouvoir par le marxiste Allende — et non pas de l'élection du président Allende — il crée dans l'esprit de l'auditeur une association défavorable; marxisme et violence sont liés. Quand le journaliste de service annonce qu'une grève sauvage a éclaté à Amsterdam, mais que pour l'instant elle ne s'est pas propagée jusqu'à Rotterdam, on croirait entendre parler d'une épidémie; l'impact est négatif. De plus, on reconnaît là le langage patronal.

## Les stars de la politique

A regarder le téléjournal, on ne peut être que persuadé que la politique est l'affaire exclusive de quelques vedettes qui descendent d'un avion ou qui sortent d'une voiture, en souriant à la caméra, pour rencontrer d'autres vedettes autour d'une table. Quant aux sujets traités et aux solutions décidées, le téléspectateur n'en a qu'une très vague idée: problèmes d'intérêt commun, situation monétaire, Europe agricole.

A l'opposé, les groupes qui font usage de la violence — et c'est à cette occasion qu'on en parle — apparaissent sous un jour défavorable; eux, n'ont pas le temps de sourire à la caméra. Cette manière de personnaliser la politique, de mettre en scène de bons et de méchants personnages, suscite chez le téléspectateur un jugement moral primaire. Pourrait-il d'ailleurs en être autrement puisque ce type d'information exclut les éléments du contexte et des conditions sociales, des relations de force qui déterminent une situation politique? Un dernier exemple pour illustrer cet état de fait. Pendant la semaine analysée, les téléspectateurs ont appris que 50 000 Asiatiques étaient expulsés de l'Ouganda. Les éléments mis à leur disposition pour apprécier la situation étaient les suivants; le président Amin cherche par ces expulsions à renforcer l'économie du pays; il demande à ses voisins, le Kenya et la Tanzanie, d'unir leurs forces à celles de l'Ouganda pour chasser les régimes blancs d'Afrique; l'Ouganda est indépendant depuis 10 ans. Rien par exemple sur le rôle des Anglais dans toute cette affaire.

## Au-delà du téléjournal

On objectera que le téléjournal n'est qu'une petite partie de l'information télévisée, que d'autres émissions développent plus longuement les différents thèmes de l'actualité. Certes, mais il est probable que le téléjournal joue d'une certaine manière le même rôle que les titres et les sous-titres

dans la presse écrite: ce sont eux qui frappent d'abord — et parfois seulement — l'attention.

Le constat des étudiants zurichois n'est guère étonnant; l'information n'est jamais neutre, elle est fabriquée. La TV n'est pas la réalité, même si les images sont en couleur — comme c'est le cas pour le téléjournal depuis mars 1973 — c'est un regard sur la réalité. Il ne s'agit pas là de mettre en question tel ou tel journaliste; pour une bonne part d'ailleurs, il n'est pas maître de ses sources d'information. C'est un système d'information qui est en cause; système centralisé qui prétend travailler dans l'« intérêt général »: mais l'intérêt

général n'a jamais été autre que celui des classes dirigeantes.

Il serait intéressant de compléter l'analyse des étudiants zurichois. Le téléjournal est diffusé dans une tranche horaire (19 heures - 20 heures) fort éclectique — feuilleton, commentaires, publicité — sans continuité aucune et qui impose au téléspectateur des sauts continus dans des domaines fort différents. Intervient ici le rôle de la publicité qui doit atteindre par la conjugaison de plusieurs publics — celui qui voit se terminer son feuilleton et celui qui attend ses informations — une audience maximum.

## ANNEXE DE L'EDITORIAL

### Lip vu par un syndicaliste suisse

*Dans « La Lutte syndicale » du 13 février, Gilbert Tschumi fait le bilan du combat de Lip pour les lecteurs de l'organe de la FTMH. L'auteur, après un très court préambule, où sont soulignées les réactions divergentes des syndicats français quant à l'issue de la lutte de Besançon, et l'ignorance dans laquelle nous sommes des termes exacts de l'accord intervenu, poursuit:*

Si la CFDT, dont Charles Piaget est le leader, a signé l'accord « parce que le projet lui paraît crédible », la CGT, d'obédience communiste, l'a accepté « parce qu'il n'y avait plus d'autre choix » et ne cache pas qu'elle aurait préféré le plan Giraud au plan Neuschwander.

Ainsi, après avoir joué les irréductibles, les « Lip » ont mis de l'eau dans leur vin et abouti à ce qu'il faut bien appeler un compromis. Si le non-démantèlement est actuellement assuré, le non-licenciement n'est qu'une promesse à longue échéance, qui ne pourra être tenue que si le plan de relance de l'entreprise se déroule comme prévu. Souhaitons que cette longue lutte, qui s'ouvre sur ce dernier espoir, n'aura pas été vaine et que les travailleurs recueilleront les fruits de leur ténacité.

Ce conflit aura démontré qu'il est possible, à coups de slogans percutants, d'enthousiasmer les intéressés, d'éveiller et de maintenir loin à la ronde un courant de sympathie à leur égard. Mais il est plus facile d'allumer un incendie que d'être un pompier efficace.

On a dit que, désormais dans les conflits sociaux, on parlerait d'« avant Lip » et d'« après Lip ». On a voulu faire de ce conflit un symbole, un exemple.

Or, la CFDT elle-même déclare: « La manière dont les Lip se sont engagés n'est pas un modèle, mais elle ouvre des perspectives qui ont déjà eu et auront encore des retombées sur l'ensemble des luttes. » (Le Monde, 1er février 1974.)

On peut en tirer comme considérations que l'évolution du sort des travailleurs ne peut se faire sur des positions cristallisées, mais que seul un dialogue peut conduire à une solution. On ne pousse pas impunément les travailleurs à bout. Au contraire, leurs réactions peuvent être d'autant plus violentes qu'ils se sentent dominés et traités comme quantité négligeable. Le fameux « Lip, c'est fini » de M. Messmer aura mis de l'huile sur le feu.

Si les travailleurs doivent, dans leurs revendications, tenir compte des réalités économiques, on ne peut pas non plus leur faire payer les erreurs d'une gestion qui les a tenus dans l'ignorance totale et qui fut menée au mépris de la responsabilité que le patronat endosse vis-à-vis des travailleurs et de leur famille.

Il apparaît donc clairement que l'aspect positif du conflit Lip ne doit pas être d'en faire surgir d'autres ailleurs, mais au contraire de les prévenir par une information du personnel, par une participation aux décisions qui le concernent et en accordant une plus grande importance, dans les accords et conventions, à la sécurité de l'emploi. Qu'il soit économique ou technologique, le chômage doit être prévenu et le recyclage professionnel doit épargner à la famille du travailleur les désagréments d'un déracinement.

Tous les conflits ouverts laissent des traces, souvent profondes. Une lutte tenace et loyale, forçant le respect telle que celle que nous menons en Suisse par les conventions collectives — dans des conditions très différentes de celles existant en France, il est vrai — permet finalement d'obtenir davantage parce que les pertes sèches et douloureuses d'une lutte ouverte sont évitées. Rappelons, une fois de plus, que prévenir vaut mieux que guérir, chez nous comme ailleurs.

### On danse dans ma rue

Le Cartel syndical de Bâle-Ville envisage de renouveler la formule de la fête du 1er mai. Le soir du 30 avril, des cortèges se formeront pour, par des parcours différents, se rencontrer sur la place du Marché. Avant la marche, les participants entendront des discours et de la musique. Sur la place du marché une fête populaire se déroulera jusqu'aux premières heures du 1er mai. Le mot d'ordre lancé par l'Union syndicale suisse pour le 1er mai 1974 est la lutte pour la participation des travailleurs aux décisions.

## Pourquoi ont-ils répondu «oui» à Schwarzenbach?

*La Suisse italienne elle-même n'est pas épargnée. Une nouvelle section du « Mouvement national » vient d'être constituée à Lugano et a pris aussitôt position contre la « campagne de dénigrement » des idéaux de l'Action nationale lancée par les moyens de communication de masse: les mouvements xénophobes investissent peu à peu la Suisse entière, jusqu'aux régions où la langue n'est pas un obstacle aux contacts entre les travailleurs étrangers et les autochtones.*

*Au moins jusqu'au verdict populaire qui sanctionnera la consultation sur la troisième initiative lancée par Schwarzenbach et ses amis, les votations fédérales, cantonales, voire communales, se dérouleront dans toute la Suisse peu ou prou sous le signe des travailleurs immigrés. Dans le canton de Vaud, par exemple, comme cela s'est déjà produit dans une dizaine d'autres cantons, l'extrême droite n'a pas besoin d'un autre drapeau que celui de la lutte contre l'« emprise étrangère » pour briguer des sièges au législatif cantonal, alors même que la politique en la matière est du ressort de la Confédération.*

*Les mouvements xénophobes exploitent un filon unique dont l'importance a été révélée au grand jour ce 7 juin 1970, lors de la votation sur l'initiative de l'Action nationale sur la pénétration étrangère; mais on s'est rendu compte que la présence des travailleurs étrangers sur le sol helvétique n'est qu'une composante parmi beaucoup d'autres de cette mauvaise humeur latente dont tirent profit*

*l'Action nationale et les Républicains (une étude des motifs des partisans de la deuxième initiative avait donné, dès janvier 1971, des bases solides à cette analyse).*

*Dans DP 258, nous soulignons que pour enlever à Schwarzenbach et à ses amis les conditions de leurs succès, il faut leur opposer un programme d'action qui tienne compte des causes les plus importantes du mécontentement populaire et qui ne se borne pas à lutter contre ses effets, la xénophobie et la peur.*

*Dans cette perspective, l'enquête dont nous résumons ci-dessous les principaux développements (même si elle date déjà puisqu'elle a été réalisée il y a quatre ans à Berne sous la direction de M. V. Gawronski à Berne) fixe un certain nombre de points de repères. Fondé sur de multiples entretiens, tant avec des secrétaires d'associations patronales et syndicales, journalistes, parlementaires et magistrats qui avaient pris une part active à la campagne, qu'avec des partisans de l'initiative appartenant aux régions et aux milieux sociaux les plus divers, ce travail est destiné avant tout à prendre le pouls de l'opinion, sans être un sondage à proprement parler. Il a l'avantage d'établir un constat en prise directe avec la vie quotidienne, constat qui, les arguments des xénophobes n'ayant guère changé, conserve toute sa valeur. On notera combien la « solution » de l'extrême-droite paraît inadéquate, inutilisable, face aux mécontentements qu'elle cristallise.*

## La présence des travailleurs étrangers en Suisse une goutte d'eau dans une mer de mécontentements

L'enquête de Gawronski présente une description des motifs, multiples et souvent contradictoires, des partisans de l'initiative, une description qui se veut neutre, sans jugement critique. L'éventail des « oui » à Schwarzenbach, selon les enquêteurs, va

ainsi d'une réaction de peur à ce qui est « différent » au manque de confiance dans les autorités, en passant par exemple par l'angoisse face à la pénurie de logements ou la difficulté des contacts linguistiques.

### 1. ANTIPATHIES, PEUR DE CE QUI EST « DIFFÉRENT » NATIONALISME ET RACISME

« Je n'ai rien contre les étrangers, mais j'estime tout simplement qu'ils sont trop nombreux », un sentiment, formulé en de multiples variantes, dont les enquêteurs ont eu l'écho dans les milieux les plus divers. Nombre d'adversaires décidés de l'initiative le partagent du reste, mais chez eux, d'autres considérations l'ont emporté.

Plus les contacts avec les étrangers sont étroits, plus la promiscuité est grande et plus les réactions négatives sont fortes, encore que cette règle comporte de nombreuses exceptions.

Parmi les travailleurs, ces réactions sont particulièrement vives : ils passent l'essentiel de leur vie active, et dans un espace relativement limité, avec des immigrés (les incidents et heurts sur les lieux de travail, dans l'autobus, dans l'escalier de l'immeuble, au café, sont amplifiés à l'envi et généralisés; ils alimentent ainsi les ressentiments et les préjugés).

#### DANS LES ENTREPRISES

*Un nombre élevé de travailleurs ont soutenu l'initiative (contre l'avis de leurs organisations professionnelles); de manière générale, la proportion des acceptants a été d'autant plus élevée que le niveau des qualifications professionnelles était plus bas (voir annexe au verso). Les enquêteurs notent la conjonction d'un grand nombre de facteurs divers qui expliquent ces prises de position:*

a) Inadaptation et manque de solidarité. — *On a très largement reproché aux travailleurs étrangers de ne guère se soucier des règlements d'entreprises et des dispositions légales et contractuelles. Leur « indifférence à l'égard des syndicats », leur refus de s'organiser, ont fortement indisposé de nombreux travailleurs suisses: « Les étrangers paralysent l'action syndi-*

Les autres milieux de la population — les employés, les personnes indépendantes, les agriculteurs, les fonctionnaires — n'ont pas de contacts aussi suivis et aussi étroits avec des étrangers, de sorte qu'ils sont moins tentés de réagir de manière aussi affective que les ouvriers. Dans ces milieux également, ce sont les esprits les moins « cultivés » qui cèdent avant tout à cette irritation : tout ce qui sort de la « norme » la provoque. En définitive cependant, bien qu'il faille se garder de sous-estimer ces manifestations de xénophobie — avouée ou latente — on peut tenir pour certain que l'initiative aurait été repoussée de manière plus massive si d'autres arguments n'avaient milité en sa faveur.

## 2. CONTACTS LINGUISTIQUES DIFFICILES

La différence des langues multiplie en permanence des malentendus, fait naître des rancunes qui séparent toujours plus profondément les individus. Nombre de Suisses en concluent que l'étranger ne met aucune bonne volonté à ap-

*cale et bloquent le progrès social ! » Face à l'accroissement constant de la proportion de travailleurs non organisés, les syndicats ont craint parfois de n'être plus en mesure d'assurer l'application des dispositions contractuelles, de garantir la paix du travail.*

b) Les salaires seraient-ils plus élevés s'il y avait moins d'étrangers ? — *Les avis, selon les enquêteurs, divergent fortement quant au rôle que les salaires ont pu jouer dans l'adhésion à l'initiative; il ressort cependant nettement d'après leur travail que la plupart des ouvriers interrogés estiment que la main-d'œuvre étrangère a exercé, à tout le moins, une pression sur les salaires; ils n'ont pas oublié certaines déclarations, officieuses ou officielles, qui qualifiaient l'afflux de travailleurs étrangers d'indispensable pour prévenir une « explosion des salaires ».*

prendre la langue de la région. En Suisse allemande, les contacts sont d'autant plus difficiles que personne ne veut renoncer au dialecte (plus délicat à assimiler que l'allemand); en Suisse romande, les difficultés linguistiques sont nettement moins marquées, à tout le moins dans les rapports avec les Italiens et les Espagnols. Tandis que, dans l'entreprise, nationaux et étrangers finissent par s'arranger et par communiquer de manière plus ou moins satisfaisante avec un vocabulaire rudimentaire, un sabir « professionnel », les contacts sont plus difficiles en dehors du travail, au guichet des administrations, dans les grands magasins, dans les moyens de transports, etc. Il est incontestable, selon cette enquête, que ces difficultés linguistiques et la nervosité qu'elles provoquent ont amené de l'eau au moulin de l'initiative. Que l'on songe par exemple à la forte proportion des agents PTT et des CFF qui l'ont acceptée — encombrement des convois ou surcroît de travail exigé par des lettres et paquets à l'adresse incomplète — ou au pourcentage élevé et inattendu du corps enseignant (au

c) Le travail à la tâche et les heures supplémentaires. — *Pour des raisons d'ordre linguistique, les travaux à la tâche dont la réglementation est simple, sont confiés de préférence à des étrangers (ils exigent moins d'explications) et les autres aux travailleurs suisses qui s'estiment alors frustrés de certaines possibilités de gains. De surcroît, les étrangers qui se sentent isolés et désœuvrés hors de leur activité professionnelle, sont plus enclins que les Suisses à faire des heures supplémentaires.*

d) Les Suisses ne sont-ils pas suffisamment appréciés ? — *« On qualifie les immigrés d'indispensables, et nous ? » En assez grand nombre, des travailleurs suisses se sentent moins appréciés que les étrangers (un sentiment particulièrement vif parmi les non-qualifiés et les semi-qualifiés): maints travailleurs ont donné leur voix à l'initiative dans l'espoir qu'une réduction*

degré primaire avant tout) qui aurait donné son adhésion à l'initiative pour marquer son mécontentement face aux difficultés grandissantes auxquelles se heurte la transmission du savoir.

## 3. NOMBRE EXCESSIF D'ÉTRANGERS ET SURPOPULATION — DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

« Le Plateau suisse, de Genève à Romanshorn, ne constitue plus qu'une seule ville » — « Les espaces verts disparaissent les uns après les autres » — « La Suisse est trop petite pour absorber l'excédent de la population des pays voisins » — « La promiscuité nourrit l'agression ». Des arguments parmi d'autres, dont on s'est prévalu fréquemment et qui émanaient principalement des milieux aisés et des intellectuels (des réactions largement répandues également parmi les employés et les fonctionnaires) : à nombre de partisans de l'initiative, la « Suisse promise de dix millions d'habitants » apparaît comme un cauchemar.

### ● SUITE ET FIN DU TEXTE AU VERSO

*massive des effectifs étrangers serait suivie d'une « revalorisation » de la main-d'œuvre suisse.*

e) Autres sujets d'irritation. — *Un argument qui a trouvé un très large écho: l'industrie réalise de très gros profits grâce à la main-d'œuvre étrangère, alors que ce sont les contribuables et la collectivité qui couvrent les dépenses supplémentaires d'infrastructure consécutives à une immigration massive.*

— *La crainte, largement répandue, que les étrangers, s'ils restent longtemps en Suisse, ne finissent par déloger les indigènes des bons emplois.*

— *Le fait que trop d'entreprises, quand des étrangers briguent une fonction qualifiée ou un poste de cadre, ne se soucieraient guère des certificats et des diplômes, alors qu'elles sont tatillonnes quand il s'agit de Suisses.*

## Une goutte d'eau dans une mer de mécontentements (suite)

Cette crainte est liée à celle d'une dégradation de l'environnement et au souci de le protéger. La pollution des eaux et de l'air, la destruction des sites avivent le malaise : le moment est venu de stopper l'augmentation de la population.

### 4. VOLONTÉ DE PRÉSERVER LE « VISAGE AIMÉ DE LA PATRIE » — UN PATRIOTISME CONSERVATEUR

La certitude se répand que le Suisse n'est plus « charbonnier maître chez lui ». Cette réaction, dérivée de la xénophobie, est due aux changements qui se sont succédé à un rythme rapide depuis la fin de la guerre : industrialisation accé-

lée, croissance tentaculaire des villes, augmentation du bruit, brassage de la population, etc. Les travailleurs étrangers sont rendus indirectement responsables de cette évolution pour la simple raison que leur nombre s'est accru en quelque sorte dans la mesure où elle a progressé. Les Suisses d'un certain âge (la majorité des acceptants avaient plus de quarante ou cinquante ans) restent allergiques, souvenir des années de guerre, à tout ce qui pourrait menacer la substance même du pays. Ce patrimoine conservateur, partagé également par nombre des adversaires de l'initiative, n'a pas été déterminant, mais a néanmoins pesé sur le résultat de la votation; il est dicté par des craintes très violemment ressen-

ties, telle la crainte que les particularités ne soient écrasées sous le rouleau compresseur de l'uniformisation, par exemple. En définitive, on peut dire, selon les enquêteurs, que le souci de sauvegarder la « position particulière » de la Suisse — un pays « pas comme les autres » — de préserver l'indépendance politique et économique et d'écarter par conséquent toute « emprise étrangère », a impressionné les partisans de l'initiative.

### 5. INTÉGRATION ET ASSIMILATION

« L'excès de population étrangère n'est pas une question de sympathie ou d'antipathie, mais une question de mesure » : de manière générale, on doute que la Suisse soit capable d'intégrer et d'assimiler un nombre aussi élevé d'étrangers; on

## ANNEXE

### Un portrait d'un ouvrier suisse « xénophobe »

Dans une étude parue en septembre 1971 sous les auspices de la 2e Conférence démographique européenne, consacrée aux aspects démographiques et sociaux des migrations en Europe, H.-M. Hagmann, professeur à l'Université de Genève, dresse un « portrait-robot » de l'ouvrier suisse xénophobe<sup>1</sup> dont les traits rejoignent largement ceux définis dans l'enquête de Gawronski résumée ci-dessus.

Pour le professeur genevois, plus un ouvrier suisse se rapproche d'un ensemble de caractéristiques largement identifiables, plus ses chances sont grandes de figurer parmi ceux qui sont le plus xénophobes (nous ne reprenons que quelques-unes des variables mises en évidence, parmi les 23 citées):

— Moins le statut professionnel est élevé (variable déterminante en dernière instance),

<sup>1</sup> « Les immigrés italiens en Suisse : perspectives d'intégration et attitudes helvétiques » (rapport préliminaire, par Raphaël Bohnet et U. Windisch.

- moins la formation professionnelle et scolaire est poussée,
- moins les conditions de vie sont considérées comme bonnes,
- moins les conditions de travail sont considérées comme agréables,
- moins la volonté d'une égalité de salaires entre les sexes est grande,
- moins le désir de faire participer les étrangers à toutes les sociétés suisses est prononcé,
- moins les relations sociales en général sont considérées comme bonnes,
- moins l'attitude envers la contestation estudiantine est positive,
- plus l'adhésion et l'attachement aux syndicats sont importants,
- plus l'attachement aux traditions est important, etc.

Au chapitre de l'assimilation des étrangers en

Suisse, H.-M. Hagmann tente, d'autre part, de cerner le type idéal du travailleur italien qui désire s'établir définitivement en Suisse; voici certaines de ses caractéristiques (parmi les 30 citées):

- Plus le statut professionnel est élevé (variable déterminante en dernière instance),
- plus la formation scolaire et professionnelle est poussée,
- plus la durée de séjour est longue,
- plus l'origine est voisine de l'Italie du Nord,
- plus la fréquentation de Suisses est importante,
- plus l'appartenance à des sociétés dont les membres sont en majorité suisses est grande,
- plus la langue française est connue,
- plus l'information est tirée de la presse et des mass media suisses et non italiens,
- plus le comportement et les attitudes politiques sont modérés,
- plus la pratique religieuse est fréquente,
- plus la modération et la conformité en général, sont marquées, etc.

doute aussi de leur volonté d'assimilation, tout en reconnaissant que la population et les autorités n'ont pas fait grand-chose pour faciliter le contact avec eux, pour créer un climat de mutuelle compréhension.

Ici et là dans les milieux aisés, on a même exprimé la crainte qu'un fléchissement du niveau de la qualité des immigrés (des Italiens du Nord aux Italiens du Sud, exemple souvent développé) n'ait pour conséquence de faire baisser celui de la culture générale de la population indigène. On regrette aussi, pour les mêmes raisons, que les frontières se soient ouvertes trop largement au bénéfice des seuls représentants du bassin méditerranéen.

## **6. LES HYPOTHEQUES QUI GREVENT L'INFRASTRUCTURE**

La plupart des personnes interrogées estiment que les exigences « excessives » posées par la population immigrée à l'infrastructure (hôpitaux, écoles, moyens de transports, routes) figurent parmi les réalités qui ont engagé nombre de citoyens à accepter l'initiative. Au gré de généralisations qui restent la plupart du temps sans fondements statistiques ou rationnels, le sentiment s'est répandu que les nouveaux venus abusent des prestations de l'assurance-maladie et que ce sont eux, avant tout, qui encombrant les hôpitaux (des remarques semblables sont formulées au sujet des crèches et des jardins d'enfants).

Nombreux sont les parents qui sont d'avis que le personnel enseignant, trop absorbé par les étrangers, néglige les élèves suisses (les étrangers boucs-émissaires du désarroi devant les nouvelles structures de l'enseignement).

Nombreux sont ceux qui attribuent quasi automatiquement à l'« excès de population étrangère » certains des phénomènes caractéristiques du « boom économique » : embouteillages de la circulation, trains bondés, queues devant les guichets, réduction des services postaux, etc.

## **7. LA PÉNURIE DE LOGEMENTS**

Les répercussions de la présence étrangère sur le marché locatif sont appréciées de façons fort diverses; on estime cependant généralement qu'une réduction du nombre des immigrés aurait pour effet d'atténuer la pénurie. Sont souvent cités tels et tels cas d'entreprises industrielles ayant acquis des immeubles et dénoncé les baux des ressortissants suisses pour y loger les travailleurs étrangers qu'elles auraient engagés. On note aussi que la coexistence entre Suisses et immigrés dans les grands immeubles locatifs crée souvent des tensions.

## **8. MALAISE DE LA PROSPÉRITÉ**

Un nombre extraordinairement grand de personnes — qui ne voudraient cependant pas renoncer aux avantages de la prospérité — réagissent avec hostilité face à l'expansion de l'industrie, dans le secteur de l'exportation tout particulièrement, selon les enquêteurs, qui mettent ainsi en évidence une « crainte sourde face aux progrès de la technologie ».

Un malaise particulièrement vif parmi les personnes d'un certain âge. Un certain sentiment d'envie se manifeste à l'égard des jeunes qui bénéficient comme sans coup férir des avantages de la prospérité, un sentiment d'envie qui se reporte sur les immigrés qui ont automatiquement droit, « sans avoir fait aucun sacrifice préalable », à tous les fruits de cette prospérité et à toutes les prestations nouvelles des assurances sociales, par exemple.

Parmi les intellectuels et dans les milieux bourgeois, nombre de citoyens, bien qu'absolument acquis à la croissance économique, se sont prononcés pour l'initiative aux fins de contraindre l'industrie à intensifier la rationalisation (l'argument d'une restructuration de l'industrie a également été avancé): « Une compression massive

des effectifs étrangers fera l'effet d'un remède de cheval; l'industrie en a probablement besoin pour réformer ses structures et produire plus rationnellement! »

## **9. LES AUTORITÉS INSPIRENT PEU DE CONFIANCE**

Il a fallu attendre les décisions prises par le Conseil fédéral en mars 1970 en matière de population étrangère pour voir la confiance se rétablir quelque peu envers les autorités. Une forte proportion des citoyens, des travailleurs en particulier, sont cependant restés méfiants (nombre de citoyens, bien qu'ils n'aient pas été partisans des coupes sombres préconisées par l'initiative, l'ont néanmoins acceptée pour manifester en faveur d'une réduction raisonnable des effectifs étrangers).

On s'est aussi demandé de manière assez générale si l'arrêté du Conseil fédéral de mars 1970 aurait vu le jour si l'initiative n'avait pas été lancée et si elle n'avait pas éveillé aussitôt un aussi large écho.

## **10. EFFETS CONTRADICTOIRES DES MOTS D'ORDRE ET DES PROPAGANDES**

Les enquêteurs notent enfin que la propagande massive d'adversaires dont l'éventail allait de l'extrême-gauche à l'extrême-droite a pu susciter quelque méfiance (il n'est même pas exclu que cette opposition sans failles ait engagé maints citoyens à voter « oui »). Il semble, en particulier que les arguments de ceux qui assimilaient l'acceptation de l'initiative à un « suicide collectif de l'économie » ou qui prédisaient un « effondrement de la prospérité » aient plutôt renforcé les positions des partisans de Schwarzenbach (lequel a également pesé dans la balance comme celui qui, aux yeux de beaucoup, était le seul qui ait osé affronter l'« establishment »).

## En vedette, l'épargne négociée

*Peu importe son nom, 'qui diffère d'une étude de l'autre; le fait est que la presse s'intéresse à l'épargne négociée. « Die Tat » (13.2.) publie un article du conseiller national Walter Biel, un économiste de talent, et une analyse de la brochure que le professeur Gottfried Bombach a consacré au salaire-épargne. Dans la « Schweizerische Finanzzeitung » du même jour, Werner Meyer aborde le même problème d'une manière critique sous le titre « Les syndicats ouvrent un nouveau front ». Il affirme que les syndicats ont ainsi réussi à corser leurs pourparlers avec Leo Schürmann.*

*Quant à la « National-Zeitung » (16.2.), citant l'édition allemande de la « Correspondance syndicale » où Waldemar Jucker explique le point de vue syndical, elle montre que les syndiqués ne verront pas nécessairement les avantages à retirer de cette solution. Le même journal présente la solution allemande de formation d'un patrimoine pour les salariés.*

*— La décision de la commission du Conseil national chargée de l'examen de l'initiative syndicale sur la participation des travailleurs aux décisions a été saluée avec enthousiasme par la presse paléo-capitaliste alors que la presse de gauche y voit des raisons de maintenir l'initiative puisque le « partenaire » s'oppose à toute concession. Le tour d'horizon des « Basler Nachrichten » se poursuit par l'examen de la participation en Europe.*

*— Le supplément du week-end de la « National Zeitung » est consacré, pour une bonne part, au problème mondial de la surpopulation, avec notamment des travaux sur l'alimentation dans le tiers monde, le développement et le sous-développement et les structures de la population helvétique en l'an 2000. A noter également, la publication en exclusivité d'un texte de Max Frisch sur sa période de service actif entre 1939 et 1945; des « mémoires » d'une surprenante actualité.*

## Les grandes familles

Vers 1960, j'allai disputer à Balgach (Saint-Gall) un championnat suisse d'échecs. Les parties avaient lieu dans une belle salle de gymnastique, dont une inscription murale apprenait au visiteur qu'elle avait été édifée grâce à la générosité de la famille Schmidheiny. Ailleurs, dans le village et dans les localités avoisinantes, le nom de Schmidheiny revenait à plusieurs reprises, ce qui fait qu'après avoir souri de ce patronyme typiquement suisse allemand, j'ai éprouvé pour les porteurs du dit quelques sentiments forts.

Aussi est-ce avec intérêt que j'ai retrouvé le nom de Schmidheiny dans le travail collectif des étudiants des facultés de sciences économiques et politiques de l'Université de Berne : « Die Macht der Konzerne — Ende der freien Marktwirtschaft ? » (La puissance des (grandes) entreprises — Fin de l'économie de marché libre ?) (Berne, septembre 1973). Les pages 234 à 245 me donnaient quelques précisions sur cette entreprise dont la part, dans l'industrie suisse et même mondiale du ciment, n'est pas à négliger.

### On n'est jamais mieux servi que par soi-même

La page 236 m'apprend que le conseil d'administration de la « Holderbank-Financière » de Glaris se compose entre autres du Dr. h.c. Ernst Schmidheiny, président et du Dr. h.c. Max Schmidheiny, vice-président et délégué (?), cependant que le Dr. Anton E. Schrafl, cousin des précédents est également délégué. Par ailleurs, le président du conseil d'administration des « Zürcher Ziegeleien » est le Dr. Peter Schmidheiny, cependant que R. Herzig-Schmidheiny en est (simplement) membre — faut dire qu'il n'est pas docteur. Une belle famille, comme on voit. Et moi, au contraire de Gide, j'aime les familles...

Je me suis demandé ce qu'était la Holder-Financière. La page 237 m'a renseigné : Fondée en

1912, la « Aargauische Portland-Cementfabrik Holderbank-Wildegg » fusionne avec la Zementfabrik Rüthi SG », dont le propriétaire, Ernst Schmidheiny, entre dans le conseil d'administration et fonde le groupe « Holderbank-Vigier (Luterbach) -Laufen-Unterterzen », cependant qu'il construit plusieurs fabriques de ciment à l'étranger. En 1930, il fonde la « Holderbank Financière Glarus AG », dont il devient le président, fusionne avec la « Likonia AG » (1934), puis avec les « Cementwerken Glarus MM » (1935).

### D'Aarau au Pérou

Lui succèdent bientôt ses deux fils, Ernst, né en 1902, et Max, né en 1908. En 1944, ils contrôlent des fabriques de ciment en Hollande, Belgique, Allemagne et en Grèce et possèdent la « Société égyptienne de Ciment Portland » et la « Société des Ciments libanais », de même que la fabrique d'éternit de la Chapelle-au-Bois (Belgique) et trois autres fabriques d'éternit en Argentine, au Brésil et au Pérou, sans compter des parts dans différentes autres entreprises, entre autres en Afrique du Sud.

Une belle entreprise, comme on voit.

Mais voici qui lave la « Holderbank-Financière » de tout soupçon de gauchisme : « La discrimination des travailleurs noirs, écrivent les auteurs (p. 239), est particulièrement marquée dans les entreprises auxquelles la « Holderbank » est associée : L'« Anglo-Alpha-Cement » de Johannesburg paie ses employés blancs neuf à douze fois autant que ses travailleurs noirs. Le salaire des Noirs est bien en dessous du minimum vital. » A dire vrai, laisser entendre que la « Holderbank » pratique la discrimination raciale est sans doute une malice des étudiants bernois : on ose espérer que même en Suisse, les membres blancs du conseil d'administration sont mieux payés que les ouvriers, blancs eux aussi, quand même ces derniers gagnent plus que le minimum vital.